



Relevé des décisions du congrès extraordinaire de mai 2015

L'austérité

Afin de financer pleinement les services publics y compris les services de garde, la FSSS-CSN exige du gouvernement du Québec :

- qu'il mette un terme aux politiques d'austérité pour lesquelles il n'a reçu aucun mandat du peuple québécois alors qu'elles ont pour effet de creuser les inégalités tout en nuisant à l'économie de la province;
- qu'il réinvestisse dans nos infrastructures sociales et dans le secteur public pour relancer et soutenir la croissance de l'économie québécoise;
- qu'il instaure des mesures pour augmenter ses revenus en rétablissant pleinement la progressivité des contributions fiscales et en imposant davantage les plus grandes fortunes individuelles, financières et corporatives ainsi que toutes les formes de revenus dont celles-ci disposent ici ou à l'étranger, notamment les gains de capitaux et les revenus cachés dans les paradis fiscaux;
- qu'il mette un terme aux PPP, à la privatisation et à la marchandisation de la santé et des services sociaux ainsi que des services de garde;
- qu'il intervienne auprès du gouvernement fédéral afin que soient augmentés les transferts fédéraux en santé au niveau qui est requis pour financer l'ensemble des services nécessaires permettant de répondre aux besoins de la population en services de santé et en services sociaux.

Les inégalités

Que la FSSS-CSN exige du gouvernement du Québec qu'il fasse de la réduction des inégalités sa plus grande priorité ainsi qu'un principe directeur de son action gouvernementale.

Que la FSSS-CSN exige du gouvernement du Québec qu'il mette un terme à sa politique d'équilibrer les finances publiques en sabrant dans les services à la population et en appauvrissant les travailleuses et travailleurs œuvrant dans le secteur public ainsi que celles et ceux dispensant les services aux citoyens qui sont financés par l'État.

Hausses des coûts dans le réseau

Que la FSSS-CSN exige du gouvernement du Québec :

- qu'il établisse un régime unique d'assurance médicaments entièrement public;
- qu'il établisse sans délai une politique d'achat et une réglementation des prix des médicaments prescrits dont l'efficacité est démontrée par des données probantes, qu'ils soient d'origine ou génériques, et ce, en ayant pour objectif de les rendre accessibles au meilleur prix payé ailleurs dans le monde pour le même type de médicament, et que les sommes ainsi économisées annuellement par le régime public soient entièrement réinvesties dans les services de santé et les services sociaux.

Que la FSSS-CSN exige du gouvernement du Québec :

- qu'il fasse assumer par une fiscalité plus équitable l'accroissement des revenus qu'il a consenti aux médecins depuis 2007, et qu'il cesse de faire payer cet enrichissement considérable par des coupures de services et par un appauvrissement des travailleuses et travailleurs œuvrant dans le secteur public ainsi que de celles et ceux assurant les services aux citoyens qui sont financés par l'État;
- qu'il entreprenne une révision du mode de rémunération des médecins afin d'en limiter les effets inflationnistes sur le budget de la santé et des services sociaux;
- qu'il prenne toutes les mesures à sa disposition afin d'enrayer le désengagement de médecins de l'assurance maladie.

L'austérité détruit l'universalité

Que la FSSS-CSN exige du gouvernement du Québec qu'il augmente les services et rétablisse l'universalité des services de garde par les tarifs journaliers uniques pour tous, indépendamment du revenu familial, et ce, au niveau de ceux qui avaient été promis par le PLQ au cours de la campagne électorale de mars et avril 2014.

Proposition de référence

Que le congrès donne le mandat au comité exécutif de faire toutes les dépenses nécessaires, d'ici le congrès régulier, afin d'atteindre nos objectifs à la négociation et à la résistance au démantèlement des réseaux;

Que les dépenses soient entérinées par le bureau fédéral et présentées en conseil fédéral.

Nouvelles propositions

Que la FSSS-CSN et ses syndicats affiliés travaillent en vue de la mise en place d'une grève sociale en alliance avec d'autres organisations syndicales, groupes populaires et étudiants;

Qu'ils fassent tout en leur pouvoir pour parvenir à forcer le gouvernement à reculer dans son plan de démantèlement de l'État et de l'appauvrissement du peuple québécois avec ses politiques d'austérité;

Que la FSSS intervienne auprès de la CSN et de ses instances appropriées pour en faire la promotion, qu'elle se dote d'outils et qu'elle prévoie les ressources financières pour soutenir ses syndicats affiliés;

Que la FSSS-CSN présente un rapport au plus tard au prochain conseil fédéral régulier.

Que la FSSS-CSN réitère au gouvernement que les demandes salariales faites dans le cadre des négociations du Front commun sont un moyen efficace de réduire les inégalités.

Que la FSSS invite la CSN à organiser, en collaboration avec l'ensemble du mouvement syndical, communautaire et populaire, une manifestation mensuelle contre l'austérité.